



Délibération n°2026_03_31_11

Objet : Organisme de Foncier Solidaire (OFS) métropolitain - Désignation d'un représentant

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU MARDI 31 MARS 2026

L'an deux mille vingt six, le trente et un mars, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 25 mars 2026, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 23

Nombre de membres représentés : 5

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario Joseph MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Brigitte RODRIGUEZ - Patricia NIVESSE - Olivier BOUDET - Maryline BENEDETTI - Francine BOYER - Jean-Marc MALEK - Karine BREITHEL - Michel LITTON - Magali OLOMBEL - Muriel POIJOL - Eric LOUVET - Sandrine CLAPIER - René DEROSI - Farah GUILLAUMONT - Cyril MARCHAL - Romain CASAS-MATEU - Richard CHAUVET - Liliane FELIX - Sabine COMMUNAY - Mickaël BERGE

Absents représentés :

Fabrice IRANZO pouvoir à Olivier BOUDET - Xavier MIRALT pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patrick PASQUIER pouvoir à Mickaël BERGE - Fanette VIALARD pouvoir à Richard CHAUVET

Absent :

Benoît DELTOUR

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Constitué en 2022 sous la forme d'association régie par la loi du 1er juillet 1901, l'Organisme de Foncier Solidaire de la Métropole de Montpellier a été agréé Organisme de Foncier Solidaire (OFS) par arrêté du Préfet de la Région Occitanie en date du 23 juin 2022.

Le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole réuni le 08 octobre 2024 a approuvé le principe et les modalités de transformation de l'OFS en Société Coopérative d'intérêt Collectif (SCIC).

Le projet coopératif de la SCIC est le suivant :

- Conforter l'attractivité du territoire à travers la constitution d'une offre de logements à prix accessible aux capacités financières des ménages qui l'habitent ou y travaillent,
- Positionner l'OFS comme acteur de référence du Bail réel solidaire (BRS) sur le territoire de la Métropole Montpellier,
- Inscrire son action dans le cadre des orientations du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain visant à développer une accession abordable pérenne dans la durée et non spéculative,
- Participer à l'équilibre du marché immobilier local et fluidifier les parcours résidentiels en favorisant les sorties du parc HLM,
- Faire du BRS à la fois un outil de mixité sociale et d'amélioration de l'habitat,
- Recourir au Bail Réel Solidaire d'Activités (BRSA), lequel permet de créer des mixités fonctionnelles sur les projets et de contribuer à l'installation de certaines activités commerciales et artisanales en lien avec la politique commerciale des communes.

Il est proposé la désignation d'un élu titulaire pour représenter la Ville de Pérols au sein de l'OFS.

Monsieur le Maire propose la candidature de M. Benoît DELTOUR et demande si un autre membre du Conseil municipal est candidat aux fonctions.

Aucune autre candidature n'est constatée.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité des voix de procéder aux présentes désignations à main levée et non au scrutin secret ;

A cet effet, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver la désignation de M. Benoît DELTOUR pour représenter la commune au sein du collège des Collectivités publiques à l'Assemblée générale de l'OFS.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 1 avril 2026
Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.